

Unité départementale de la Côte-d'Or

Dijon, le 30/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SMFF**

route de Chazeuil  
21610 FONTAINE FRANCAISE

Références : 0005401098/2022-279

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2022 dans l'établissement SMFF implanté route de Chazeuil 21610 FONTAINE FRANCAISE. L'inspection a été annoncée le 23/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du site SMFF a été réalisée dans le cadre de l'action nationale "coup de poing" Incendie 2022 sur les sites de traitement de surface.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMFF
- route de Chazeuil 21610 FONTAINE FRANCAISE
- Code AIOT dans GUN : 0005401098
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ex IED - MTD

La société SMFF est une filiale de la société G.MAGYAR créée en 1969 sur le territoire de la commune de FONTAINE FRANCAISE.

La société SMFF conçoit et fabrique des semi-remorques, porteurs, remorques et caisses mobiles citernes en acier, acier inoxydable, aluminium et autres matériaux non métalliques pour le transport de produits liquides : alimentaires, chimiques ou pétroliers.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Coup de poing
- Risque incendie

- Traitement de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.2.4	/	Sans objet
VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS	Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.5.3	/	Sans objet
DISPOSITION PARTICULIÈRE APPLICABLE À LA RUBRIQUE 2663	Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 9.2.1	/	Sans objet
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE	Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 1.2.1	/	Sans objet
Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.1.1	/	Sans objet
2. LOCALISATION DES STOCKS DE SUBSTANCES ET MÉLANGES DANGEREUX	Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.1.2	/	Sans objet
COMPORTEMENT AU FEU	Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.2.1	/	Sans objet
DÉSENFUMAGE	Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.2.3	/	Sans objet
SYSTÈMES DE DÉTECTION ET D'ACTIONS AUTOMATIQUES	Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.3.5	/	Sans objet
BASSIN DE CONFINEMENT	Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.4.6	/	Sans objet
CONSIGNES D'EXPLOITATION ET DE SÉCURITÉ	Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.5.4	/	Sans objet
Installations électriques – installations de chauffage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	/	Sans objet
Recommandations du BEA-RI	Autre du 15/03/2022, article 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le risque incendie est bien pris en compte au sein du site.

Des vérifications doivent être conduites eu égard au débit des poteaux incendie et des actions menées sur les installations électriques.

L'étude de danger doit être mise en cohérence avec la réalité du stockage de pneumatiques.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE
<b>Prescription contrôlée :</b> [Tableau non reproduit] L'établissement ne relève ni de la directive SEVESO ni de la directive IED. Conformément à l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du Code de l'environnement.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne mentionne pas d'évolution des conditions d'exploitation du site depuis le dernier point sur la situation administrative réalisé à l'occasion de l'inspection du 8 juin 2020. La prochaine modification prévue est celle de la modernisation de la station de traitement des eaux par l'installation d'évaporateurs à l'horizon septembre 2023.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Localisation des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un document intitulé "plan général des stockages à risques" daté du 24/08/2020 qui: <ul style="list-style-type: none"><li>- localise les stockages en distinguant les liquides/solides inflammables, les gaz inflammables et les gaz neutres;</li><li>- mentionne les risques spécifiques à chaque stockage (corrosif, toxique, inflammable, sous pression, irritant, comburant, danger pour l'environnement);</li><li>- mentionne les quantités maximales de produits stockés;</li><li>- localise les locaux ou murs coupe-feu 2h;</li></ul>
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 2. LOCALISATION DES STOCKS DE SUBSTANCES ET MÉLANGES DANGEREUX**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2. LOCALISATION DES STOCKS DE SUBSTANCES ET MÉLANGES DANGEREUX
<b>Prescription contrôlée :</b> L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne tient pas d'état des stocks des substances et mélanges dangereux en temps réel. Les quantités maximales de produits dangereux sont reportées sur le plan général des stockages à risques. L'exploitant déclare que l'extraction informatique des quantités précises de produits nécessite un temps important et ne peut être réalisée que ponctuellement. Les quantités maximales sont suffisantes en première approche pour adapter la réaction des services de secours en cas de sinistre.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : COMPORTEMENT AU FEU

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, COMPORTEMENT AU FEU
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux à risque incendie identifiés sur le plan général requis à l'article 8.1.1 présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu conformes aux éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Les autres locaux et bâtiments présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu conformes aux éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et tuyauteries, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Il a été relevé lors de l'inspection du 8 juin 2020 que le mur entre l'atelier calorifugeage et l'école de soudure/magasin SAV/laboratoire radio est composé en deux parties, de plus un trou carré d'environ 10 cm de diamètre est constaté du côté atelier de calorifugeage.  Il est constaté lors de l'inspection que le trou a été bouché par une mousse expansive.
<b>Observations :</b> Le SDIS note que la composition du mur en deux parties met en doute la capacité coupe-feu de la partie haute et que les flammes sont susceptibles de passer de l'atelier calorifugeage au bâtiment voisin si la toiture de ce dernier est plus haute que la partie coupe-feu du mur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : DÉSENFUMAGE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, DÉSENFUMAGE
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les locaux à risque incendie notamment l'atelier de calorifugeage, du sous-ensemble, du hall C et tous les locaux dont la surface au sol est supérieure à 300 m<sup>2</sup> sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2% de la surface au sol du local. Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m<sup>2</sup> est prévue pour 250 m<sup>2</sup> de superficie projetée de toiture. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes : — système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) — fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération. — la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SLO est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige. — classe de température ambiante T(00). — classe d'exposition à la chaleur B300. Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p>
<b>Constats :</b> Des dispositifs d'évacuation des fumées sont présents en toiture de différents bâtiments contrôlés par sondage. Dans le bâtiment des installations de traitement de surface, les commandes manuelles de désenfumage sont disposées à proximité des accès. L'exploitant déclare qu'un fusible thermique est présent au niveau des dispositifs de désenfumage.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>* des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;</li> <li>* deux poteaux incendies d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 situé à moins de 200 mètres de l'entrée du site permettant de fournir un débit minimal de 45 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures en simultané et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Le premier situé dans la partie administrative, le deuxième situé à l'entrée du site et le troisième situé à proximité de l'atelier train roulant ;</li> <li>* une réserve incendie de 350 m<sup>3</sup> a minima située à l'entrée du site, cette réserve est équipée de 2 prises d'aspiration « pompier » de diamètre 100 mm et d'une aire de 32 m<sup>2</sup> pour engin pompe suivant les dimensions : 8mx4m;</li> <li>* une réserve incendie de a minima 120 m<sup>3</sup> située au nord de l'atelier calorifugeage du site, cette réserve est équipée de 2 prises d'aspiration « pompier » de diamètre 100 mm et d'une aire de 32 m<sup>2</sup> pour engin pompe suivant les dimensions : 8 m x 4 m ;</li> <li>* cinq RIA répartis à l'intérieur de l'installation, bien visibles et facilement accessibles ;</li> <li>* des rampes d'arrosage des citernes aériennes de propane ;</li> <li>* des extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.</li> </ul> <p>Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p><b>Constats :</b> * La procédure en cas d'incendie prévoit que les pompiers soient appelés par téléphone au (0)18.</p> <p>* En plus du "plan général des stockages à risques", l'exploitant dispose d'un document intitulé "plan d'implantation des moyens d'extinction, coupures énergies et zones d'activités à risques à protection prioritaire" daté du 23/12/2021 qui:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- localise les moyens d'extinction (extincteurs, RIA, poteaux incendie, points d'aspiration des réserves incendie);</li> <li>- localise les dispositifs de coupure d'énergie (vanne gaz, arrêt électricité)</li> <li>- localise les locaux à protéger prioritairement</li> </ul> <p>* 3 poteaux incendie sont localisés sur site</p> <p>* Une réserve incendie de 350 m<sup>3</sup> est située à l'entrée du site.</p> <p>* Une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> est située au nord de l'atelier calorifugeage.</p> <p>Cette dernière réserve peut être utilisée ponctuellement pour les besoins de la production. Au jour de l'inspection, 80 m<sup>3</sup> d'eau sont disponibles dans cette réserve incendie.</p> <p>D'après l'étude de dangers, le besoin en eau (réserves + poteaux) s'élève à 248 m<sup>3</sup>/heure pendant deux heures, soit 496 m<sup>3</sup>.</p> <p>Au jour de l'inspection, la réserve disponible est donc de <math>350+45*2*3+80 = 700</math> m<sup>3</sup> conforme aux besoins identifiés.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* 6 RIA sont répartis à l'intérieur de l'installation.</li> <li>* Des rampes d'arrosage sont présentes à proximité des citernes aériennes de propane, le fonctionnement de celle à l'ouest du site a été vérifié.</li> <li>* 196 extincteurs sont répartis à l'intérieur de l'installation.</li> <li>* 2 pompiers d'usine sont formés à une intervention sur site.</li> <li>* 1 motopompe incendie est utilisable par les pompiers d'usine.</li> <li>* Une colonne sèche permet d'alimenter un rideau d'eau au niveau de l'ancien stockage de polyuréthane, correspondant désormais au stockage de résines et durcisseurs.</li> </ul> <p>* Vérification des moyens:</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les poteaux incendie font l'objet d'un contrôle fonctionnel tous les ans sans mesure de débit par le SDIS.</li> <li>Les poteaux incendie doivent faire l'objet d'une vérification du débit à 1 bar tous les 3 ans.</li> <li>La mesure de débit a été vérifiée pour la dernière fois en 2016 et doit être refaite.</li> <li>Le rapport de vérification du débit des poteaux publics doit être sollicité auprès de la mairie.</li> <li>Le débit doit être mesuré avec une utilisation en simultané des poteaux.</li> <li>- Les réserves incendie sont vérifiées tous les 5 ans par le SDIS (dernier contrôle en mai 2021)</li> <li>- Les RIA sont vérifiés une fois par an (dernier contrôle en juillet 2021)</li> </ul>
<p><b>Observations :</b> Le SDIS recommande de plastifier les plans mis à leur disposition et de les disposer à l'entrée du site pour être facilement accessibles même en cas d'intervention en l'absence de personnel.</p> <p>Le plan d'implantation des moyens d'extinction est "zoomé" sur le centre du site et n'est pas exhaustif, par exemple un des poteaux incendie n'y est pas représenté.</p> <p>Les vannes de mise en œuvre des rampes d'arrosage des citernes aériennes de propane ne figurent pas sur le plan des moyens d'extinction, par ailleurs leur signalisation peut être améliorée à l'intérieur du bâtiment.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

### Nom du point de contrôle : . SYSTÈMES DE DÉTECTION ET D'ACTIONS AUTOMATIQUES

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.3.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, . SYSTÈMES DE DÉTECTION ET D'ACTIONS AUTOMATIQUES</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence annuelle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p><b>Constats :</b> Les moyens d'alerte automatiques sont vérifiés deux fois par an. Les trois centrales incendie ont été vérifiées le 25 janvier 2022.</p>
<p><b>Observations :</b> Le SDIS recommande d'envisager l'appel simultané des pompiers en parallèle de l'intervention de la société de surveillance pour gagner en temps d'intervention. Cette proposition est à modérer en fonction du nombre de faux positifs constatés chaque année.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**Nom du point de contrôle : BASSIN DE CONFINEMENT**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, BASSIN DE CONFINEMENT
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances très toxiques, définies par l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé, ou préparations très toxiques, définies par l'arrêté du 9 novembre 2004 susvisé, en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. La gestion du confinement des eaux est séparée en deux parties. Le volume de confinement de la zone EST et de 805 m <sup>3</sup> , le volume de confinement de la zone OUEST est de 785 m <sup>3</sup> . Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
<b>Constats :</b> Un bassin de confinement de 1200 m <sup>3</sup> est présent au sud de l'installation. Une jauge permet de connaître le volume stocké et la capacité restante du bassin. Au jour de l'inspection, le volume stocké est d'environ 300 m <sup>3</sup> pour une capacité restante d'environ 900 m <sup>3</sup> . Un second bassin de confinement de 1150 m <sup>3</sup> est présent à l'ouest des installations.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : . VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, . VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ....) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.
<b>Constats :</b> Les installations électriques sont vérifiées tous les ans et font l'objet de différents rapports. La dernière vérification a eu lieu le 16 août 2021. Le rapport Q18 mentionne l'existence de dangers constatés de façon récurrente sur le sujet d' "absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités". Ce fait constitue une non-conformité.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : CONSIGNES D'EXPLOITATION ET DE SÉCURITÉ**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, CONSIGNES D'EXPLOITATION ET DE SÉCURITÉ
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et disponibles en permanence dans l'installation. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>* Les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;</li><li>* la nature et la fréquence des contrôles permettant de justifier du bon fonctionnement des installations de traitement des effluents ;</li><li>* l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;</li><li>* l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li><li>* l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;</li><li>* les précautions à prendre pour la réception, le stockage et l'utilisation des substances dangereuses ;</li><li>* les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection ;</li><li>* les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles et notamment :<ul style="list-style-type: none"><li>- procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li><li>- mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient où une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li><li>- moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>- procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li><li>- modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues au chapitre 8.4 ;</li><li>- modalités d'information de l'inspection des installations classées.</li></ul></li></ul> <p>L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant présente le livret d'accueil de la société comportant les consignes et notamment l'interdiction de fumer sur le site ou encore les modalités d'utilisation des extincteurs. Il n'y a pas d'intervention nécessitant de permis feu réalisée par les équipes internes. De telles interventions sont sous-traitées et le permis feu est établi en lien avec le plan de prévention. Un exemple de permis feu délivré daté de mai 2022 est présenté.</p>
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : DISPOSITION PARTICULIÈRE APPLICABLE À LA RUBRIQUE 2663**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, DISPOSITION PARTICULIÈRE APPLICABLE À LA RUBRIQUE 2663
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage de pneumatiques est implanté de manière à ce qu'il ne provoque pas de propagation d'un incendie aux autres installations. Par conséquent, le stockage de pneumatiques est soit éloigné de l'atelier train roulant afin que les flux thermiques $8\text{kW/m}^2$ n'atteigne pas l'atelier soit isolé de l'atelier train roulant par la création d'un mur coupe feu RET 120.
<b>Constats :</b> L'exploitant a choisi d'éloigner le stockage de pneumatiques de l'atelier trains roulants plutôt que de l'isoler par un mur coupe-feu. Au jour de l'inspection, une distance de l'ordre de 6 à 8 m sépare le stockage de pneumatiques du rack de stockage adossé à l'atelier trains roulants. D'après l'étude de dangers du site les flux thermiques de $8\text{ kW/m}^2$ du stockage correspondent à une distance de 7,43 m. Cependant, il est à noter que l'étude de dangers a été réalisée sur la base d'un stockage de $324\text{ m}^3$ alors que le stockage peut atteindre $725\text{ m}^3$ d'après le plan général des stockages. Il est attendu que l'exploitant justifie l'absence de propagation possible entre le stockage de pneumatiques et l'atelier trains roulants.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Installations électriques – installations de chauffage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts.
<b>Constats :</b> Les bains de traitement de surface sont chauffés par la circulation d'eau chaude produite par la chaudière gaz.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Circuits de régulation thermique de bains => pas de circuits de refroidissement ouverts.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare qu'il n'y a pas de circuit de refroidissement pour la régulation thermique des bains.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Installations électriques – chauffage des bains

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Contrôles réguliers de ces dispositifs et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que l'arrêt du chauffage des cuves est asservi à la détection du manque de liquide. En tout état de cause, les dispositifs de détection et d'asservissement ne sont pas contrôlés régulièrement. Ce fait constitue une non-conformité.
<b>Observations :</b> "L'étude des accidents a permis de mettre en évidence que les thermoplongeurs utilisés pour chauffer les bains peuvent avoir des puissances suffisantes pour enflammer, dans des délais de quelques minutes, les cuves ou les revêtements de cuves en matière plastique ou en caoutchouc si elles sont vides. C'est la raison pour laquelle la réglementation impose que les systèmes de chauffage des bains soient asservis au niveau de liquide dans la cuve." (Rapport d'activité 2021 du BEA-RI)
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Confinement des eaux incendie – organes de commande

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances.
<b>Constats :</b> Les bassins de confinement sont positionnés à proximité de la route et l'exploitant déclare que les organes de commande situés à proximité sont conçus pour être utilisables même en cas de coupure des utilités.
<b>Observations :</b> {Non Renseigné}
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Recommandations du BEA-RI**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 15/03/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> Le bureau d'enquêtes et d'analyses sur les risques industriels (BEA-RI) a diffusé dans son rapport d'activité 2021 des recommandations relatives au risque incendie dans les traitements de surface.  En particulier s'agissant de l'arrêt de l'aspiration des vapeurs: "Afin de réduire les émissions de produits toxiques en fonctionnement normal, la réglementation impose l'aspiration et le traitement des vapeurs des bains. Souvent, cette aspiration et ce traitement sont maintenus en fonctionnement en dehors des heures ouvrées. Or ces fonctions sont assurées par des équipements essentiellement constitués de matière combustible (plastique). Il est donc important d'interrompre l'aspiration des vapeurs en cas de sinistre pour limiter le risque de propagation de l'incendie par aspiration des fumées. L'asservissement peut se faire par l'intermédiaire de la centrale incendie. Le BEA-RI recommande qu'elle puisse aussi se faire de manière indépendante de la détection incendie, sur détection de l'augmentation de la température dans la gaine d'aspiration par exemple."
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que l'aspiration des vapeurs des bains est en fonctionnement permanent et qu'il n'y a pas d'asservissement pour interrompre l'aspiration des vapeurs en cas de sinistre.
<b>Observations :</b> L'exploitant est invité à suivre les recommandations du BEA-RI au regard du risque incendie des installations de traitement de surface.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet